

**BAREME DES COTISATIONS SUR SALAIRES**  
**1<sup>er</sup> janvier 2026**  
**Des départements de l'Aude et des Pyrénées Orientales**

SMIC horaire	SMIC Mensuel	Plafond mensuel de la Sécurité Sociale
<b>12.02 €</b>	<b>1 823.03 €</b>	<b>4 005 €</b>

**Dispositif TO/DE**

Ces exonérations sont :

- **totales** pour une rémunération mensuelle brute inférieure ou égale à 1,25 SMIC mensuel,
- **dégressive** pour des rémunérations comprises entre 1,25 et 1,6 SMIC mensuel, (voir formule de calcul ci-dessous)
- **nulles** pour des rémunérations mensuelles égales ou supérieures à 1,6 SMIC mensuel.

**La formule de calcul**

$$1,25 \times \frac{C}{0.40} \times (1,6 \times \frac{\text{montant mensuel du SMIC}}{\text{rém mens brute (hors heures sup et comp)}} - 1)$$

**Le paramètre C de la formule de calcul** correspond à la somme des cotisations patronales concernées par le dispositif.

**L'exonération vise les cotisations et contributions patronales** suivantes :

- Les cotisations patronales d'assurances sociales agricoles (ASA) - maladie, vieillesse, maternité, invalidité, décès ;
- Les cotisations d'allocations familiales (AF) ;
- La contribution FNAL ;
- La fraction de la cotisation accidents du travail-maladies professionnelles (AT-MP) ;
- La contribution solidarité autonomie (CSA) ;
- Les contributions patronales de retraite complémentaires (dont la contribution d'équilibre générale) ;
- La contribution patronale d'assurance chômage.

**Précisions sur ce calcul :**

Le montant mensuel du SMIC est égal à 151,67 fois le SMIC horaire.

Il doit être corrigé pour un salarié dont la rémunération contractuelle n'est pas fixée pour l'ensemble du mois considéré sur la base d'une durée hebdomadaire (ou rapportée à la durée du cycle) de 35 heures ou d'une durée annuelle de 1607 heures (ex : temps partiel, salarié non mensualisé, situations d'entrées-sorties en cours de mois, salariés dont le contrat de travail est suspendu en raison de maladie avec maintien ou non de salaires, etc.).

Après correction éventuelle du SMIC, cette valeur pourra être augmentée des heures supplémentaires et complémentaires non majorées.

# Taux de cotisations au 1er janvier 2026

A noter : figurent en surligné jaune dans la présente annexe les évolutions (ex : évolution du taux de la cotisation patronale d'assurance vieillesse déplafonnée) mais également les taux désormais uniques de cotisations patronales maladie et allocations familiales compte tenu de la disparition des « bandeaux maladie » et « bandeaux famille » dans le cadre de la réforme de la réduction générale dégressive unique (RGDU). Notons toutefois que les salariés bénéficiaires d'une réduction dégressive de cotisations patronales spécifique non cumulable avec la RGDU (ex : TODE) ainsi que des salariés relevant du statut national du personnel des industries électriques et gazières (IEG) continuent à en bénéficier et ces cas spécifiques font l'objet d'une lettre générale distincte dont les références sont rappelées dans la présente LG.

## Tableaux n° 1 : Taux de droit commun

### Cotisations sociales légales

Cotisations de sécurité sociale							
Cotisations		Taux					
		Sur la totalité de la rémunération			Dans la limite du plafond		
		Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Assurances sociales agricoles (ASA)	Maladie, maternité, invalidité, décès <sup>1</sup>	13,00 %	0,00 % <sup>2</sup>	13,00 %	-	-	
	Vieillesse <sup>3</sup>	2,11 %	0,40 %	2,51 %	8,55 %	6,90 %	
Allocations familiales (AF) <sup>4</sup>		5,25 %	-	5,25 %	-	-	
Accidents du travail (AT)		Variable	-	Variable	-	-	

<sup>1</sup> Article D. 741-35 (I) du code rural et de la pêche maritime (CRPM) renvoyant à l'article D. 242-3 du code de la sécurité sociale (CSS).

<sup>2</sup> 5,50 % pour les salariés domiciliés fiscalement hors de France (soit un taux maximal total de 18,50 %) - cf. article D. 242-3 du CSS.

<sup>3</sup> Article D. 741-35 (II) du CRPM renvoyant à l'article D. 242-4 du CSS (modifié par l'article 1er du décret n° 2025-887 du 4 septembre 2025, tel que modifié par l'article 1er-5° du décret n° 2025-1446 du 31 décembre 2025).

<sup>4</sup> Salariés (y compris statutaires de SICAE).

Article L. 741-1 du CRPM renvoyant à l'article L. 241-6 du CSS ; article D. 241-3-1 du CSS.

Cotisations légales recouvrées pour le compte de tiers						
Cotisations	Taux					
	Sur la totalité de la rémunération			Dans la limite du plafond		
	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Service de santé au travail (SST)	-	-	-	0,42 %	-	0,42 % <sup>5</sup>
Versement mobilité (VM) et Versement mobilité régional et rural (VMRR) <sup>6</sup>	Variable	-	Variable	-	-	-
Cotisations <sup>7</sup> (SICAE)	Assiette <sup>8</sup>	Taux / Montant				
		Employeur	Salarié	Total - Taux maximum		
Cotisation complémentaire d'assurance maladie-maternité des actifs de SICAE	Dans la limite de 1,55 plafond de S.S. <sup>9</sup>	1,28 %	0,68 %	1,96 %		
Cotisation de solidarité des actifs de SICAE envers les inactifs	Dans la limite de 1,55 plafond de S.S.	-	1,15 %	1,15 %		
Cotisation vieillesse de base	Sur la totalité de la rémunération	26,73 % <sup>10</sup>	12,78 %	39,51 %		
Cotisation spécifique vieillesse <sup>11</sup>	Sur la totalité de la rémunération	0,90 % <sup>12</sup>	-	0,90 %		
Cotisation spécifique autres risques	Sur la totalité de la rémunération	2,60 % <sup>13</sup>	-	2,60 %		
Cotisation complément invalidité	Sur la totalité de la rémunération	0,34 % <sup>14</sup>	-	0,34 %		
Cotisation compensation destinée à l'équilibre « petit pool »	Sur la totalité de la rémunération	6,50 % <sup>15</sup>	-	6,50 %		
Contribution des employeurs au financement des droits spécifiques passés non régulés du risque vieillesse (DSPNR)	Montants calculés annuellement par la CNIÉG pour chaque SICAE et notifiés par les caisses de MSA dans un état récapitulatif transmis le 31 mai de l'année N au plus tard. Montants dus pour chaque trimestre suivant : - juillet à septembre de l'année N ; - octobre à décembre de l'année N ; - janvier à mars de l'année N+1 ; - avril à juin de l'année N+1.					
C2P <sup>16</sup>	Sur la totalité de la rémunération <sup>17</sup>	0,01 % <sup>18</sup>	-	0,01 %		

<sup>5</sup> Décision de la commission du financement institutionnel du 16 octobre 2013.

<sup>6</sup> Le versement mobilité régional et rural (VMRR) a été instauré par l'article 118-I-1° de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025.

<sup>7</sup> - Cotisations d'assurance maladie-maternité complémentaire obligatoire des industries électriques et gazières (IEG) : cf. article 18 (XI et XII-1°) de la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020.

- Cotisations d'assurance vieillesse des IEG : cf. article 27 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021.

<sup>8</sup> L'assiette de ces cotisations déroge à l'assiette de droit commun et comprend : les rémunérations et salaires (hors primes et indemnités) ; la gratification de fin d'année ; les majorations résidentielles. Sont exclus de l'assiette : les heures supplémentaires ; les avantages familiaux (prime pour mariage/PACS, prime pour naissance/adoption, forfait familial pour la charge d'un enfant) ; les primes et indemnités liées à la fonction ou à des sujétions de service. A noter : La contribution DSPNR fait l'objet d'un montant spécifique par entreprise calculé par la CNIÉG.

## Cotisations conventionnelles recouvrées pour le compte de tiers

AC et AGS				
Cotisations conventionnelles imposées par la loi	Assiette	Taux		
		Employeur	Salarié	Total
<b>Assurance Chômage (AC)</b>	<b>Dans la limite de 4 plafonds de S.S. (tranche unique)</b>	4,00 % <sup>19</sup>	0,00 %	<b>4,00 %<sup>20</sup></b>
<b>Assurance garantie des salaires (AGS)</b>	<b>Dans la limite de 4 plafonds de S.S.</b>	Hors salariés intérimaires des entreprises de travail temporaire	0,25 % <sup>21</sup>	<b>0,25 %<sup>22</sup></b>
		Salariés intérimaires des entreprises de travail temporaire	0,03 %	<b>0,03 %</b>

<sup>9</sup> Article 1er (alinéa 4) du décret n° 2005-127 du 15 février 2005.

<sup>10</sup> Taux à appliquer du 1er mai 2025 au 30 avril 2026

<sup>11</sup> Pour les salariés statutaires embauchés avant le 1er septembre 2023.

Pour les salariés statutaires embauchés à compter du 1er septembre 2023 : cotisation vieillesse de droit commun (taux et assiette de droit commun ; cotisation recouvrée par la MSA pour son propre compte)

<sup>12</sup> Taux à appliquer du 1er mai 2025 au 30 avril 2026

<sup>13</sup> Taux à appliquer du 1er mai 2025 au 30 avril 2026

<sup>14</sup> Taux à appliquer du 1er mai 2025 au 30 avril 2026

<sup>15</sup> Taux à appliquer du 1er mai 2025 au 30 avril 2026

<sup>16</sup> Contribution patronale due uniquement pour les salariés statutaires des IEG embauchés depuis le 1er septembre 2023. Cf. article L. 4163-21 du code du travail inséré par l'article 15-III de la loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 ; article D. 242-6-9-1 du code de la sécurité sociale inséré par l'article 1er du décret n° 2025-384 du 29 avril 2025 ; article 2 de l'arrêté du 29 avril 2025 (NOR : TSSS2510228A)

<sup>17</sup> Contribution assise sur les revenus d'activité pris en compte dans l'assiette des cotisations définie à l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale.

<sup>18</sup> Taux applicable à compter du 1er mai 2025.

<sup>19</sup> Le cas échéant, majoration ou minoration du taux en application du dispositif de « bonus-malus »

<sup>20</sup> Le cas échéant, majoration ou minoration du taux en application du dispositif de « bonus-malus »

<sup>21</sup> Taux applicable aux rémunérations versées à compter du 1er juillet 2024

<sup>22</sup> Taux applicable aux rémunérations versées à compter du 1er juillet 2024

## APECITA - AFNCA - ANEFA - ASCPA - PROVEA - VALHOR - FMSE

Cotisations conventionnelles pures et simples	Assiette	Taux		
		Employeur	Salarié	Total
APECITA <sup>23</sup>	Dans la limite de 4 plafonds de S.S.	0,036 %	0,024 %	<b>0,06 %</b>
AFNCA	Sur la totalité de la rémunération	0,05 %	-	<b>0,05 %</b>
ANEFA	Sur la totalité de la rémunération	0,01 %	0,01 %	<b>0,02 %</b>
ASCPA	Sur la totalité de la rémunération	0,04 %	-	<b>0,04 %</b>
PROVEA	Sur la totalité de la rémunération	0,20 %	-	<b>0,20 %</b>
VALHOR	Cotisation forfaitaire annuelle <sup>24</sup>	variable <sup>25</sup>	-	<b>variable<sup>26</sup></b>
FMSE <sup>27</sup>	Cotisation forfaitaire annuelle	variable	-	<b>variable</b>

<sup>23</sup> Idem que pour la cotisation APEC : Circulaire Agirc n° 2010-5 du 29 juillet 2010.

<sup>24</sup> A déclarer lors de la DSN d'avril.

<sup>25</sup> En fonction de l'effectif selon l'accord interprofessionnel en cours.

<sup>26</sup> En fonction de l'effectif selon l'accord interprofessionnel en cours.

<sup>27</sup> Décret n° 2011-2089 du 30 décembre 2011 relatif aux fonds de mutualisation des risques sanitaires et environnementaux en agriculture.

## Contributions sociales

Contributions sociales						
Contributions		Assiette		Taux		
				Employeur	Salarié	Total
Contribution sociale généralisée (CSG) <sup>28</sup>		Sur 98,25 % de la rémunération dans la limite de 4 plafonds de la sécurité sociale et sur 100 % de la rémunération au-delà <sup>29</sup>		-	9,20 % <sup>30</sup>	9,20 %
Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)				-	0,50 % <sup>31</sup>	0,50 %
Contribution relative à l'allocation de logement sociale (ex-FNAL) <sup>32</sup>	Entreprises exerçant des activités mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 722-1 du CRPM et les coopératives agricoles	Rémunération dans la limite du plafond sécurité sociale		0,10 %	-	0,10 %
	Autres employeurs			Moins de 50 salariés <sup>33</sup>	Totalité de la rémunération	
				Exonération <sup>35</sup>		
		Certains éléments de rémunération ( <i>hors assiettes ci-dessous</i> ) exonérés de cotisations de sécurité sociale mais assujettis à la CSG, ainsi que certaines sommes ressortant d'une liste exhaustive fixée par la loi.				
		Sommes versées au titre de l'intéressement pour les entreprises dont l'effectif est compris entre 50 et 250 salariés				
		Versements d'épargne salariale (intéressement, participation et abondement de l'employeur sur un plan d'épargne salariale) pour les entreprises non soumises à l'obligation de mettre en place un dispositif de participation des salariés aux résultats de l'entreprise (c'est à dire les entreprises de moins de 50 salariés)				
Forfait social <sup>34</sup>			Sommes suivantes versées sur un plan d'épargne retraite d'entreprise (PERE) <sup>36</sup> : sommes issues de la participation aux résultats de l'entreprise ; sommes issues de l'intéressement ; abondements de l'employeur ; droits inscrits au compte épargne-temps (CET) ou, en l'absence de CET dans l'entreprise et dans la limite de 10 jours, les sommes correspondant à des jours de repos non pris ; versements obligatoires du salarié ou de l'employeur (lorsque le salarié est affilié à titre obligatoire au plan d'épargne retraite d'entreprise) → <u>taux réduit sous certaines conditions</u> <sup>37</sup>	16 % <sup>38</sup>	-	16,00 %
			Abondements des entreprises à la contribution versée par un salarié (ou un ancien salarié ayant quitté l'entreprise à la suite d'un départ à la retraite ou en préretraite) sur un PEE, pour l'acquisition d'actions ou de certificats d'investissement émis par l'entreprise ou une entreprise incluse dans le même périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes <sup>39</sup>	10,00 % <sup>40</sup>	-	10,00 %
			Versements unilatéraux de l'employeur sur un PEE lorsqu'ils sont utilisés également pour l'acquisition d'actions ou de certificats d'investissement émis par l'entreprise ou par une entreprise incluse dans le même périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes <sup>41</sup>	10,00 %	-	10,00 %
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contributions patronales de prévoyance complémentaire versées par une entreprise de 11 salariés et plus<sup>42</sup></li> <li>• Sommes affectées à la réserve spéciale de participation au sein des sociétés coopératives de production</li> </ul>	8,00 %	-	8,00 %
			Totalité de la rémunération	0,30 %	-	0,30 %
			Totalité de la rémunération	0,016 %	-	0,016 %
		<b>Contribution au dialogue social conventionnelle<sup>45</sup></b>	<b>Totalité de la rémunération</b>	<b>Variable en fonction de la filière</b>	<b>-</b>	<b>Variable en fonction de la filière</b>

**A noter :** La CSG et la CRDS ne sont dues que par les personnes domiciliées fiscalement en France (*sauf exception Schumacker* : cf. BOI-IR-DOMIC-40-20130218).

Contributions à la formation professionnelle et Taxe d'apprentissage		
		Taux
<b>CONTRIBUTIONS A LA FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP ET CPF-CDD)</b>		
<b>CFP légale</b>		
Entreprises de moins de 11 salariés, y compris les entreprises de travail temporaire de moins de 11 salariés (article L. 6331-1 du code du travail)		0,55 %
Entreprises de 11 salariés et plus (article L. 6331-3 du code du travail)		1 %
<b>CFP conventionnelle (limitée à certaines filières)<sup>46</sup></b>		
Entreprises appliquant l'IDCC 1979		0,20 %
<b>Contribution CPF-CDD</b>		
Toutes entreprises sans condition d'effectif * (* Concerne tous les CDD à l'exception des salariés saisonniers)		1 %
<b>TAXE D'APPRENTISSAGE</b>		
<b>Taxe d'apprentissage - TA - (part principale)</b>		
Etablissements hors Alsace Moselle		0,59 %
Etablissements situés en Alsace Moselle quel que soit le lieu du siège du principal établissement de l'entreprise		0,44 %
<b>Solde de la TA</b>		
Tous établissements hors Alsace Moselle		0,09 %
<b>Contribution supplémentaire à l'apprentissage - CSA -</b>		
<b>Quota de contrats favorisant l'insertion professionnelle</b>	<b>Taux CSA entreprises de 250 à moins de 2000 salariés</b>	<b>Taux CSA entreprises de 2000 salariés et plus</b>
< 1 %	0,4 %	0,6 %
≥ 1 % et < 2 %	0,2 %	
≥ 2 % et < 3 %	0,1 %	
≥ 3 % et < 5 %	0,05 %	

<sup>28</sup> Cf. article L.136-1 et s. du CSS.

<sup>29</sup> Cf. article L.136-2 du CSS.

<sup>30</sup> Cf. article L. 136-8 (I, 1°) du CSS.

<sup>31</sup> Article 19 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996.

<sup>32</sup> Article L. 813-4 du code de la construction et de l'habitation, modifié par l'article 125-XIII-B-2° de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ; article L. 813-5 du code de la construction et de l'habitation ; article L. 813-6 du code de la construction et de l'habitation, modifié par l'article 125-XIII-B-3° de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025.

<sup>33</sup> Cf. l'article L. 813-5 du code de la construction et de l'habitation.

<sup>34</sup> Articles L. 137-15 et L.137-16 du CSS.

<sup>35</sup> Article 16 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018).

<sup>36</sup> Article 71 de la loi PACTE n° 2019-486 du 22 mai 2019 ; Ordonnance n° 2019-766 du 24 juillet 2019 et Décret n° 2019-807 du 30 juillet 2019 portant réforme de l'épargne retraite ; Arrêté du 7 août 2019 portant application de la réforme de l'épargne retraite.

Cf. LTC n° 2019-334 du 14 juin 2019 (p. 12-13) ; LTC n° 2019-550 du 15 octobre 2019.

<sup>37</sup> Le plan d'épargne retraite d'entreprise doit prévoir que l'allocation de l'épargne permettant de réduire progressivement les risques financiers est affectée à l'acquisition de parts de fonds comportant au moins 10 % de titres susceptibles d'être employés dans un plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire. Cf. article L. 137-16 du CSS et article D. 137-1 du CSS.

<sup>38</sup> Article L. 137-16 du CSS.

<sup>39</sup> Cf. article L. 137-16 du CSS.

<sup>40</sup> Eu égard au contexte exceptionnel de crise sanitaire, l'article 207-II de la loi de finances pour 2021 (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020) prévoit de manière temporaire, pour les années 2021 et 2022, de remplacer ce taux réduit par une exonération totale. Cf. LTC n° 2021-060 du 29 janvier 2021. L'article 107 de la loi de finances pour 2023 (loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022) proroge cette exonération en 2023.

<sup>41</sup> Cf. article L. 137-16, 2° du CSS ; LTC n° 2021-060 du 29 janvier 2021.

<sup>42</sup> Les entreprises de moins de 11 salariés bénéficient d'une exonération de forfait social au titre de ces sommes.

<sup>43</sup> Cf. l'article L. 137-40 du CSS.

<sup>44</sup> Cf. article D. 2135-34 du code du travail.

<sup>45</sup> A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, pour les employeurs appliquant les IDCC 0843, 1286, 1267, 1979 et pour les seuls employeurs de Saint-Barthélemy appliquant l'IDCC 1431.

<sup>46</sup> A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

## Tableaux n° 2 : Retraite complémentaire

Retraite complémentaire - Taux de droit commun						
Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite « classique »	4,72%	3,15%	7,87%	12,95%	8,64%	21,59%
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	2,15%	1,62%	1,08%	2,70%
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		0,35%

Retraite complémentaire - Salarié cadre et non cadre d'un OPA non CCPMA ayant adhéré à la CAMARCA avant le 01.01.1998 (AGRICA)						
Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite « classique »	4,72%	3,15%	7,87%	12,95%	8,64%	21,59%
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	2,15%	1,62%	1,08%	2,70%
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		0,35%

Retraite complémentaire - Salarié non cadre d'un OPA ayant adhéré à la CCPMA RETRAITE avant le 01.01.1997 (AGRICA)						
Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite « classique »	6,98%	3,18%	10,16%	13,50%	8,09%	21,59%
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	2,15%	1,62%	1,08%	2,70%
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		0,35%

**Retraite complémentaire - Salarié cadre d'un OPA ayant adhéré à la CCPMA RETRAITE avant le 01.01.1997 (AGRICA)**

Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite « classique »	6,98%	3,18%	<b>10,16%</b>	12,95%	8,64%	<b>21,59%</b>
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	<b>2,15%</b>	1,62%	1,08%	<b>2,70%</b>
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		<b>0,35%</b>

**Retraite complémentaire - Salarié non cadre d'une entreprise de la production agricole (AGRICA)**

Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite « classique »	3,94%	3,93%	<b>7,87%</b>	10,80%	10,79%	<b>21,59%</b>
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	<b>2,15%</b>	1,62%	1,08%	<b>2,70%</b>
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		<b>0,35%</b>

**Retraite complémentaire - Salarié cadre d'une entreprise de la production agricole (AGRICA)**

Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite « classique »	6,30%	3,86%	<b>10,16%</b>	12,95%	8,64%	<b>21,59%</b>
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	<b>2,15%</b>	1,62%	1,08%	<b>2,70%</b>
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		<b>0,35%</b>

## Retraite complémentaire - Salarié cadre et non cadre d'un établissement de l'enseignement agricole privé (AGRICA)

Cotisations	Taux					
	Tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale)			Tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale)		
	Employeur	Salarié	Taux total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Retraite « classique »	6,10%	4,06%	<b>10,16%</b>	12,95%	8,64%	<b>21,59%</b>
Contribution d'équilibre générale	1,29%	0,86%	<b>2,15%</b>	1,62%	1,08%	<b>2,70%</b>
Contribution d'équilibre technique	Taux employeur			Taux salarié		Total - Taux maximum
	0,21%			0,14%		<b>0,35%</b>

**A noter** : La contribution d'équilibre technique n'est due que pour les rémunérations supérieures à 1 plafond de sécurité sociale. En revanche, dès que ce plafond est atteint, la totalité de la rémunération comprise dans la tranche 1 (jusqu'à 1 plafond de sécurité sociale) ou dans la tranche 2 (entre 1 et 8 plafonds de sécurité sociale) est soumise à la contribution d'équilibre technique.

## Tableaux n° 3 : Taux spécifiques en ASA

### Catégories particulières d'assurés domiciliés fiscalement en France

Catégories d'assurés		Cotisations	Taux					
			Sur la totalité de la rémunération			Dans la limite du plafond		
			Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Titulaires de rente AT 66,66 % avant le 1 <sup>er</sup> juillet 1973 <sup>47</sup>	Retraités	Maladie, maternité, invalidité, décès	18,60 %	-	<b>18,60 %</b>	-	-	-
		Vieillesse	-	-	-	-	-	-
	Non retraités	Maladie, maternité, invalidité, décès	18,60 %	-	<b>18,60 %</b>	-	-	-
		Vieillesse	-	-	-	15,80 %	-	<b>15,80 %</b>
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs reconvertis maintenus au régime des Mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension) et pension des survivants <sup>48</sup>		Maladie, maternité, invalidité, décès, soins aux invalides	<b>11,95 %</b>	0,00 %	<b>11,95 %</b>	-	-	-
Stagiaires [autres que FPC] au sens de l'article R. 741-65 du CRPM (sauf Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle) <sup>49</sup>		Maladie, maternité, invalidité, décès	<b>7,87 %</b>	-	<b>7,87 %</b>	-	-	-
		Vieillesse	<b>1,45 %</b>	0,40%	<b>1,85 %</b>	4,94 %	2,86 %	<b>7,80 %</b>

<sup>47</sup> Cf. Article D. 741-35 du CRPM : I, 1° (assurance maladie maternité, invalidité, décès) et II (assurance vieillesse). Taux en dur.

<sup>48</sup> Cf. article D. 741-35, I, 3° du CRPM. Ces dispositions prévoient que le taux applicable à cette catégorie de population est le **taux prévu à l'article 1er du décret n° 67-804 du 20 septembre 1967 (tel que modifié par l'article 12-I du décret n° 2014-1531 du 17 décembre 2014) renvoyant au taux prévu à l'article D. 242-3 du CSS, soit 13 % réduit de 1,05 point = 11,95 %.**

<sup>49</sup> Article 1er de l'arrêté du 27 mars 2012 (tel que modifié par l'article 1er de l'arrêté du 17 décembre 2013), fixant la réduction des taux des cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les stagiaires agricoles par rapport aux taux des articles D. 242-3 et D. 242-4 du CSS (les taux ne sont pas en dur).

## Catégories particulières d'assurés domiciliés fiscalement hors de France

Catégories d'assurés	Cotisations	Taux					
		Sur la totalité de la rémunération			Dans la limite du plafond		
		Employeur	Salarié	Total - Taux maximum	Employeur	Salarié	Total - Taux maximum
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs reconvertis maintenus au régime des Mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension) et pension des survivants <sup>50</sup>	Maladie, maternité, invalidité, décès, soins aux invalides	11,95 %	5,50 %	17,45 %	-	-	-
Stagiaires [autres que FPC] au sens de l'article R. 741-65 du CRPM (sauf Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle) <sup>51</sup>	Maladie, maternité, invalidité, décès	-	-	-	-	-	-
		7,87 %	2,70 %	10,57 %	-	-	-
		-	-	-	-	-	-
	Vieillesse	1,45 %	0,40 %	1,85 %	4,94 %	2,86 %	7,80 %

<sup>50</sup> Cf. article D. 741-35, I, 3° du CRPM. Ces dispositions prévoient que le taux applicable à cette catégorie de population est le **taux prévu à l'article 1er du décret n° 67-804 du 20 septembre 1967 (tel que modifié par l'article 12-I du décret n° 2014-1531 du 17 décembre 2014) renvoyant au taux prévu à l'article D. 242-3 du CSS, soit 13 % réduit de 1,05 point = 11,95 %.**

<sup>51</sup> Article 1er de l'arrêté du 27 mars 2012 (tel que modifié par l'article 1er de l'arrêté du 17 décembre 2013), fixant la réduction des taux des cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les stagiaires agricoles par rapport aux taux des articles D. 242-3 et D. 242-4 du CSS (les taux ne sont pas en dur).

## Tableaux n° 4 : Taux spécifiques des départements Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle

Assurés domiciliés fiscalement en France											
Catégories d'assurés	Cotisations	Taux									
		Sur la totalité de la rémunération					Dans la limite du plafond				
		Employeur		Salarié		Total - Taux maximum	Employeur		Salarié		Total - Taux maximum
		Régime de base	Régime local <sup>52</sup>	Régime de base	Régime local <sup>53</sup>		Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local	
Salariés <sup>54</sup>	Maladie, maternité, invalidité, décès	13,00 %	0,10 %	0,00 %	1,10 %	14,20 %	-	-	-	-	-
	Vieillesse	2,11 %	-	0,40 %	-	2,51 %	8,55 %	-	6,90 %	-	15,45 %
Stagiaires [autres que FPC] au sens de l'article R. 741-65 du CRPM <sup>55</sup>	Maladie, maternité, invalidité, décès	7,87 %	0,10 %	-	0,65 %	8,62 %	-	-	-	-	-
	Vieillesse	1,45 %	-	0,40 %	-	1,85 %	4,94 %	-	2,86 %	-	7,80 %

<sup>52</sup> Décision du Conseil d'Administration de l'Instance de Gestion du Régime Local Agricole du 4 novembre 2013.

<sup>53</sup> Décision du Conseil d'Administration de l'Instance de Gestion du Régime Local Agricole du 4 novembre 2013.

<sup>54</sup> Article D. 242-20 du CSS, renvoyant aux taux des articles D. 242-3 à D. 242-5 du CSS.

<sup>55</sup> Article 1er de l'arrêté du 27 mars 2012 (tel que modifié par l'article 1er de l'arrêté du 17 décembre 2013), fixant la réduction des taux des cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour les stagiaires agricoles par rapport aux taux des articles D. 242-3 et D. 242-4 du CSS (les taux ne sont pas en dur).

## Assurés domiciliés fiscalement hors de France

Catégories d'assurés	Cotisations	Taux									
		Sur la totalité de la rémunération					Dans la limite du plafond				
		Employeur		Salarié		Total - Taux maximum	Employeur		Salarié		Total - Taux maximum
		Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local		Régime de base	Régime local	Régime de base	Régime local	
Salariés	Maladie, maternité, invalidité, décès	13,00%	0,10%	5,50%	1,10%	19,70%	-	-	-	-	-
	Vieillesse	2,11%	-	0,40%	-	2,51%	8,55%	-	6,90%	-	15,45%
Stagiaires [autres que FPC] au sens de l'article R. 741-65 du CRPM	Maladie, maternité, invalidité, décès	7,87%	0,10%	2,70%	0,65%	11,32%	-	-	-	-	-
	Vieillesse	1,45%	-	0,40%	-	1,85%	4,94%	-	2,86%	-	7,80%

**Tableau n° 5 : Taux applicables aux revenus de remplacement**

<b>Taux de cotisation maladie applicables aux revenus de remplacement</b>				
<b>Revenus de remplacement</b>		<b>Taux de cotisation maladie</b>		<b>Taux de la cotisation supplémentaire d'assurance maladie du régime local d'Alsace-Moselle</b>
		<b>Personnes fiscalement domiciliées en France</b>	<b>Personnes non domiciliées fiscalement en France<sup>56</sup></b>	
<b>Avantages de retraite<sup>57</sup></b>	<b>Pension de retraite du régime de base au titre d'une activité professionnelle relevant du régime des salariés agricoles</b>	Non due	3,20 %	1,10 % <sup>58</sup>
	<b>Avantage de retraite complémentaire versé par les caisses de retraite complémentaire, l'employeur ou une compagnie d'assurance</b>	1 %	4,20 %	
	<b>Avantage de retraite supplémentaire</b>	1 %	3,20 %	
<b>Pension d'invalidité</b>	<b>Pension d'invalidité</b>	Non due	Non due	Non due
<b>Allocations de préretraite<sup>59</sup></b>	<b>Allocation de préretraite résultant d'une décision unilatérale de l'employeur</b>	1 %	3,20 %	1,10 %
	<b>Allocation de préretraite résultant de dispositions conventionnelles</b>	1,70 %	4,90 %	
	<b>Allocation de préretraite progressive</b>			
	<b>Allocation de cessation anticipée d'activité dans le cadre d'un accord CATS</b>	Non due	2,80 %	

<sup>56</sup> Pour la cotisation maladie : Article D. 741-71 du CRPM

<sup>57</sup> Article D.741-71 du CRPM

<sup>58</sup> Décision du Conseil d'Administration de l'Instance de gestion du Régime Local Agricole du 4 novembre 2013.

<sup>59</sup> Article D. 741-76 du CRPM et article D. 242-12 du CSS

## Tableau n° 6 : Taux applicables aux retraites chapeaux

**A noter** : Les pouvoirs publics n'ont pas encore mis à jour les seuils applicables aux contributions salariales sur les rentes perçues du 1er janvier au 31 décembre 2026. Dès que ces informations seront connues, nous vous les communiquerons par instruction.

Contribution sur les retraites supplémentaires dites « retraites chapeaux »		
Contribution salariale sur les rentes perçues du 1er janvier au 31 décembre 2025 <sup>60</sup>		
Date de liquidation de la retraite	Part de la rente	Taux de la contribution
<b>Avant le 1er janvier 2011</b>	Part ≤ 648 €	0 %
	Part > 648 € et ≤ 1 297 €	7 %
	Part > 1 297 €	14 %
<b>A compter du 1er janvier 2011</b>	Part ≤ 519 €	0 %
	Part > 519 € et ≤ 777 €	7 %
	Part > 777 €	14 %
Contribution patronale spécifique		
Régime	Assiette	Taux de la contribution
<b>Ancien régime<sup>61</sup></b>	Totalité des rentes servies	32 %
	Primes versées à un organisme assureur	24 %
	Dotations aux provisions constituées en cas de gestion interne	48 %
<b>Nouveau régime (à compter du 5 juillet 2019)<sup>62</sup></b>	Sommes versées au titre du financement de contrats de retraite professionnelle supplémentaire	29,70 % <sup>63</sup>

<sup>60</sup> Article L.137-11-1 du CSS.

Les valeurs sont revalorisées chaque année en fonction de l'évolution plafond de sécurité sociale et arrondies à l'euro le plus proche (BOI-RSA-PENS-30-10-10-20121211, n° 90).

<sup>61</sup> Article L.137-11 du CSS.

<sup>62</sup> Ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019.

<sup>63</sup> Article L. 137-11-2 du CSS.

## COTISATIONS LEGALES RECOUVREES PAR LA MSA POUR LE COMPTE DE TIERS

<b><u>Versement de versement mobilité (ex versement Transport)</u></b>	<b>Employeur %</b>	<b>Salarié %</b>	<b>Total %</b>	
<p>Les employeurs qui emploient 11 salariés et plus sont assujettis à la contribution versement transport.</p> <p>Le taux de versement transport (VT) ou de versement de transport additionnel (VTA) varie suivant les communes concernées.</p> <p><b>Un lien sur notre site <a href="http://msa.fr">msa.fr</a> vous permet de rechercher le taux de versement transport applicable dans votre ville à partir du code postal.</b></p>				
<p><b>Com d'Agglo. CARCASSONNE</b></p> <p><b>Com d'Agglo. NARBONNE</b></p> <p><b>Com d'Agglo. PERPIGNAN</b></p>	<p><b>1,15</b></p> <p><b>1,25</b></p> <p><b>1,70</b></p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p><b>1.15</b></p> <p><b>1,25</b></p> <p><b>1,70</b></p>	<b>Totalité du salaire</b>
<p><b><u>Versement mobilité régional</u></b></p> <p>Taux VMR Occitanie à compter du 01/11/2025*</p> <p>* sur une partie du territoire, voir liste des communes concernées pour la région</p>	<b>0.15*</b>	-	<b>0.15*</b>	

## PREVOYANCE

		Employeur %	Salarié %	Total %	
<b>PREVOYANCE</b>  (Cotisations dues pour les salariés non cadres. Pour les cadres, les cotisations de prévoyance sont recouvrées par la CPCEA)	<b>AGRIC A DECES :</b>				
	Zone Céréalière de l'AUDE (APE 110, 130,140 et 180)	0,40		0,40	Jusqu'à 3 plafonds
	ETARF (EDT) Aude et P.O APE 400(NAF0161Z, 0162Z, 3600Z,4312A), 330	0,245	0,105	0,35	Jusqu'à 4 plafonds
	Paysagistes Aude et P.O (APE 410)	0,27	0,04	0,24	Totalité du salaire
	Expl. des P O (APE 110, 130, 140, 180, 190 et 150 (NAF 143Z et 0162Z)	0,27	0,00	0,27	Jusqu'à 4 plafonds
	ACQUACULTURE Aude et P.O (APE 160)	0,20		0,20	Jusqu'à 4 plafonds
	Parcs zoologiques (APE 130 code NAF 1462Z)	0,04	0,20	0,24	Jusqu'à 4 plafonds
	<b>Zone viticole de l'Aude</b>	<b>0,39</b>		<b>0,39</b>	Jusqu'à 4 plafonds
	Accord National Agri-prévoyance de la production agricole	0,20	0	0,20	
	Accouvage	0,33	0,27	0,60	
	<b>Accord National Bois</b>	<b>0,322</b>	<b>0,008</b>	<b>0,33</b>	
	<b>AGRIC A Garantie Incapacité de Travail (G.I.T)</b>				
	Accord National Agri-prévoyance de la production agricole	0,091	0,494	0,585	Totalité du salaire
	Zone Céréalière de l'Aude (APE 110, 130,140 et 180)	0,83	0,37	1,20	Jusqu'à 4 plafonds
	ETARF/EDT Aude et P.O APE 400 (NAF0161Z, 0162Z, 3600Z, 4312A), 330	1,470	0,995	2,465	Totalité du salaire
	<b>Paysagistes Aude et P.O (APE 410)</b>	<b>0,990</b>	<b>0,400</b>	<b>1,390</b>	Jusqu'à 4 plafonds
	Expl des P O (APE 110, 130, 140, 180, 190 et 150 (NAF 143Z et 0162Z)	1,025	0,645	1,67	Jusqu'à 4 plafonds
	ACQUACULTURE Aude et P.O (APE 160)	0,075	0,425	0,50	Jusqu'à 4 plafonds
	Parcs zoologiques (Codes NAF 9104Z)	0,710	0,500	1,21	Jusqu'à 4 plafonds
	<b>Zone viticole de l'Aude</b>	<b>1,03</b>	<b>0,64</b>	<b>1,67</b>	
	Accouvage	1,915	1,440	3,355	
	<b>Accord National Bois</b>	<b>0,03</b>	<b>0,22</b>	<b>0,25</b>	
	<b>AGRIC A Complémentaire Frais de Soins (C.F.S)</b>				
	Zone Viticole de l'Aude : APE130, 140, 150 pour les NAF 0143Z et 0162Z) et APE 100, 180,110, 190 et 920) Tarif Isolé (Accord clôturé au 31/03/2022)	<b>34.122 €</b>	<b>22.748 €</b>	<b>56.87 €</b>	Cotisation Forfaitaire quel que soit le salaire
	<b>Paysagistes Aude et P.O (APE 410)</b>				
	ACCORD NATIONAL DE LA PRODUCTION AGRICOLE	22.65 €	22.65 €	45.30 €	

CATEGORIES DE RISQUES ET TAUX DE COTISATIONS AT au 1er janvier 2026



CODE	CATEGORIES DE RISQUES	TAUX FORFAITAIRE après répercussion de l'individualisation en %	TAUX DE COTISATIONS Majoration forfaitaire incluse
110	Cultures spécialisées	- 0,6761	2,15 %
120	Champignonnières	- 0,6761	2,15 %
130	Elevage spécialisé de gros animaux	- 0,6041	2,42 %
140	Elevage spécialisé de petits animaux	- 0,6499	3,79 %
150	Entraînement, dressage, haras	- 0,7613	6,58 %
160	Conchyliculture	- 0,8029	2,41 %
170	Marais salants	- 0,6761	2,15 %
180	Cultures et élevages non spécialisés	- 0,8744	2,03 %
190	Viticulture	- 0,8247	3,64 %
310	Sylviculture	- 0,2741	4,24 %
320	Gemmage	-	3,25 %
330	Exploitations de bois	- 0,8071	6,07 %
340	Scieries fixes	- 0,4540	5,19 %
400	Entreprises de travaux agricoles	- 0,8396	2,32 %
410	Entreprises de jardins, entreprises paysagistes, entreprises de reboisement	- 0,7531	2,71 %
500	Artisans ruraux du bâtiment	-	5,05 %
510	Artisans ruraux autres	-	5,05 %
600	Stockage, conditionnement de produits agricoles à l'exception des fleurs, fruits ou légumes	- 0,4295	2,17 %
610	Approvisionnement	- 0,5731	1,40 %
620	Collecte, traitement, distribution de produits laitiers	- 0,3497	2,25 %
630	Traitement de la viande (hors volailles) comprenant une ou plusieurs opérations (abattage, découpe-désossage, conserverie)	1,1647	9,39 %
640	Conserveries de produits autres que la viande	- 0,1060	4,76 %
650	Vinification	- 0,6930	1,27 %
660	Insémination artificielle	- 0,6041	2,42 %
670	Sucrierie, distillation	- 0,6930	1,27 %
680	Meunerie, panification	- 0,1060	4,76 %
690	Stockage, conditionnement de fleurs, fruits ou légumes	- 0,2172	3,53 %
760	Traitement des viandes de volailles (abattage, découpe, transformation)	- 0,1060	4,76 %
770	Coopératives diverses	- 0,1060	4,76 %
801	Organismes de mutualité agricole	-	1,17 %
811	Caisse de crédit agricole mutuel	-	1,17 %
821	Autres organismes, établissements et groupements professionnels agricoles visés à l'article L. 722-20 (6°) du code rural et de la pêche maritime, à l'exclusion des organismes à caractère coopératif	-	1,17 %
830	SICAE Personnel statutaire	-	0,16 %
832	SICAE Personnel temporaire	-	2,05 %



CODE	CATEGORIES DE RISQUES	TAUX FORFAITAIRE après répercussion de l'individualisation en %	TAUX DE COTISATIONS Majoration forfaitaire incluse
	Apprentis	-	1,95 %
900	Gardes-chasse, gardes-pêche	- 0,8925	2,03 %
910	Jardiniers, jardiniers-gardes de propriété, gardes forestiers	- 0,8925	2,03 %
920	Organismes de remplacement, entreprises de travail temporaire	- 0,8925	2,03 %
940	<i>Membres bénévoles des organismes sociaux</i>	-	0,15 %
950	<i>Élèves de l'enseignement technique et de formation professionnelle agricole</i>	-	0,43 %
970	Personnel enseignant d'établissement agricole privé visé à l'article L. 722-20, 5° du code rural et de la pêche maritime ou employé par les GPA visés à l'article L. 722-20, 6° du code rural et de la pêche maritime	-	0,40 %
980	Travailleurs handicapés des E.S.A.T.	-	1,61 %
	<i>Ateliers et chantiers d'insertion (ACI) : Salariés en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)</i>	-	1,50 %
	Stagiaires de la formation professionnelle continue	-	2,08 %
	Salariés d'entreprises étrangères sans établissement en France	-	0,73 %